



**HAL**  
open science

## La guerre d'en bas n'aura pas lieu

Henry Rousso

► **To cite this version:**

Henry Rousso. La guerre d'en bas n'aura pas lieu. Philippe Buton, Olivier Büttner, Michel Hastings. La Guerre froide vue d'en bas, CNRS Editions, p. 335-346, 2014, 978-2-271-07823-0. halshs-01280253

**HAL Id: halshs-01280253**

**<https://shs.hal.science/halshs-01280253>**

Submitted on 29 Feb 2016

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

# La guerre d'en bas n'aura pas lieu

*Henry Rousso*

Traquer les traces d'une guerre sur des territoires où aucune confrontation physique, voire même aucune violence ou presque n'a eu lieu était une tâche particulièrement ambitieuse. Elle a obligé les chercheurs investis dans cette entreprise à inventer ou réinventer des sources, à les relire avec un autre regard, à développer autrement des thématiques comme l'histoire des représentations, des émotions ou encore de la mémoire, à faire preuve en somme, plus que de coutume, d'imagination. La problématique impliquait de privilégier un aspect de l'analyse récente des conflits : celui de la « culture de guerre ». La richesse de l'enquête montre cependant que cette notion ne se limite pas à une histoire exclusivement culturelle, mais relève tout autant d'une histoire politique, sociale, militaire, économique qui peut aisément dialoguer avec la science politique ou la sociologie. Comment une société anticipe-t-elle une catastrophe redoutée sinon attendue ? Comment la traverse-t-elle suivant les lieux, les moments, les générations, les sexes ou les milieux sociaux ? Comment, enfin, en sort-elle et comment s'opère la démobilisation des corps et des esprits ? Pour les grands conflits européens du XX<sup>e</sup> siècle qui ont entraîné des destructions humaines et physiques considérables, les effets de la guerre, de la souffrance, du deuil sont des éléments vivaces, donc aisément visibles, très longtemps après les faits. Ils ont produit des sources inépuisables pour des générations d'historiens, comme en témoigne le renouvellement de l'historiographie de la Grande Guerre dans le contexte du centenaire de 1914. Mais pour un conflit latent, qui n'a donné lieu qu'à des affrontements ailleurs qu'en France métropolitaine, il en va tout autrement – même si les guerres de décolonisation se déroulent dans le contexte de la Guerre froide.

Aucune ville ou village français n'a été complètement épargné par la Première ou par la Seconde Guerre mondiale : soldats mobilisés, tombés au front ou prisonniers de guerre ; civils bombardés ; femmes seules ou veuves, parfois mobilisées au travail sur le front de l'arrière ; otages, opposants, résistants, étrangers, juifs, arrêtés, exécutés ou déportés, autant d'expériences qui ont fini, avec le temps, par s'inscrire dans des lieux de mémoire matériels ou immatériels. Mais la Guerre froide, où est-elle ? Combien de monuments lui sont dédiés ? Comment même parler de

« guerre » dès lors que l'on quitte le niveau international et quelques secteurs bien précis, comme la politique étrangère ou la défense ? Comment éviter de ne parler que des aspects politiques et idéologiques de ce conflit particulier ? La réussite de cet ouvrage est pourtant bien là : avoir fait apparaître telle une archéologie du temps présent des traces parfois dissimulées par d'autres événements, avoir proposé une autre vision, une autre interprétation de ce conflit par l'observation locale, à des échelles parfois très modestes. Née d'une question quelque peu abstraite au départ puisque les traces de cette guerre n'étaient précisément pas visibles à l'échelle internationale, l'entreprise s'est révélée originale et pionnière, inscrite dans une historiographie encore peu développée<sup>1</sup>.

### UNE ENQUÊTE AU PLUS PRÈS DU TERRAIN

C'est l'occasion de rappeler ici à quel point le réseau des correspondants de l'IHTP, moteur du projet, sous la direction des trois maîtres d'œuvre aux talents complémentaires, a toujours été associé aux innovations historiographiques dans le champ de l'histoire des conflits contemporains. Créé au sein de la Commission d'histoire de l'Occupation et de la Libération née à l'automne 1944, ce réseau couvre très vite l'ensemble des départements métropolitains et constitue l'outil de prédilection des premières enquêtes de repérage d'archives et de témoins. Dès l'origine, il comprend des archivistes municipaux ou départementaux, des instituteurs, des professeurs de collège ou de lycée, des inspecteurs d'académie, d'anciens résistants, des militaires en retraite, des élus et fonctionnaires<sup>2</sup>. Avec le temps, sont venus s'y ajouter des doctorants ou de jeunes chercheurs dont certains ont fait par la suite une car-

---

1. On peut signaler des travaux similaires pour les États-Unis : Wiener Jon, *How We Forgot the Cold War. A Historical Journey across America*, Berkeley, University of California Press, 2012, ainsi que le projet lancé au milieu des années 2000 par le Ludwig Boltzmann Institute for European History and Public Spheres, aujourd'hui disparu, « Cold War & European Public Spheres, 2005 to 2009 ».

2. Commission d'histoire de l'Occupation et de la Libération de la France, *Bulletin intérieur*, 1, janvier 1948 (Bibliothèque de l'IHTP, RV 410). Sur l'histoire de ce réseau, il existe un travail en cours mené par Vinicius G. Lindoso, étudiant au département de Français de l'université Yale, qui fait suite à un mémoire de licence intitulé : « Un drame en trois actes : chronologie critique du Comité d'histoire de la Deuxième guerre mondiale », mai 2013, 46 p. (Bibliothèque de l'IHTP). Il existe d'ailleurs plusieurs travaux en cours aux États-Unis (Yale, NYU...), sur l'histoire de la CHOLF, du CHDGM et de l'IHTP, preuve que son originalité attire l'attention.

rière universitaire. La mise sur pied de ce réseau a bénéficié des liens structurels qui existent depuis longtemps en France entre l'enseignement secondaire et l'enseignement supérieur, inexistant dans d'autres grands pays universitaires. Cette proximité permet des passages d'un univers l'autre, elle offre aux enseignants une formation par la recherche et sensibilise les chercheurs à la question de la transmission de leurs travaux.

Avec la création du Comité d'histoire de la Seconde Guerre mondiale, en 1951, le réseau est associé aux premières formes d'écriture scientifique de l'histoire de la France occupée<sup>3</sup>. Il en suit les succès, notamment les premières enquêtes sur les actes de résistance et de répression, ou les échecs, comme l'enquête jamais publiée sur l'histoire de la déportation<sup>4</sup>. En 1978-1980, le nouvel Institut d'histoire du temps présent, désormais laboratoire propre du CNRS et non plus organisme rattaché au premier ministre, reprend et étoffe ce réseau. Celui-ci est engagé alors dans des enquêtes sur l'histoire économique et sociale de la période, ainsi que sur l'histoire de la mémoire après 1945. Au début des années 2000, une nouvelle génération qui fait la transition avec les plus anciens est sollicitée pour la première fois dans le cadre d'une enquête sur un autre conflit, la guerre d'Algérie, observée donc à l'échelle locale sur une bonne partie de la métropole, une expérience inédite dans une historiographie pourtant abondante. Cette échelle s'était naturellement imposée dans l'étude des années 1940-1944 compte tenu des disparités territoriales consécutives au découpage en zone occupée, annexée, interdite, provisoirement libre, sous occupation italienne, etc. En revanche, il en allait tout autrement du cas de la guerre d'Algérie pour laquelle l'échelle locale a permis de mettre en lumière l'expérience de cette guerre au quotidien dans des lieux où elle n'avait jamais été étudiée, en essayant de montrer que l'éloignement relatif des zones de combat n'avait pas empêché qu'une partie de la société civile française y soit directement impliquée<sup>5</sup>. C'est une idée similaire qui a été reprise ici, avec un conflit encore moins visible, qui n'a pas touché les Français aussi directement que les deux précédents, mais qui a pourtant marqué l'histoire récente du pays.

---

3. Cf. Douzou Laurent, *La Résistance française : une histoire périlleuse. Essai d'historiographie*, Paris, Le Seuil, 2005 et Douzou Laurent (dir.), *Faire l'histoire de la Résistance*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2008. Voir également, Rouso Henry, *La dernière catastrophe. L'histoire, le présent, le contemporain*, Paris, Gallimard, 2012, p. 113 et suiv.

4. Cf. Fontaine Thomas, « Déporter. Politiques de déportation et répression en France occupée », thèse de doctorat, sous la direction de Denis Peschanski, Université de Paris 1 Panthéon-Sorbonne, mars 2013.

5. Branche Raphaëlle, Thénault Sylvie (dir.), *La France en guerre, 1954-1962*, Paris, Autrement, 2008.

## L'HISTORIOGRAPHIE D'APRÈS

L'étude de la Guerre froide n'a pas commencé avec la chute du Mur de Berlin, tant s'en faut puisqu'elle fut un domaine de prédilection d'une sociologie ou d'une politologie des relations internationales, notamment aux États-Unis. Les sciences sociales, on le sait, furent même mobilisées au point de constituer un enjeu en soi, la Guerre froide étant un conflit idéologique, donc un affrontement sur des représentations du monde, sur des visions antagonistes du passé, du présent et du futur. Mais les années 1989-1991 constituent un tournant majeur dans la vision rétrospective et plus distanciée du phénomène. Cette nouvelle « dernière catastrophe en date », ce dénouement bien plus précoce que ne l'ont cru des générations de soviétologues, inaugure une nouvelle période de l'Histoire et donc une nouvelle périodisation possible de l'histoire du temps présent. Elle change du coup le sens même des mots. Dans l'espace public, voire dans le sens commun, le terme de « Guerre froide » a fini par désigner l'histoire mondiale ou générale des années 1947-1989 (ou 1945-1991) comme si toutes les évolutions de la période s'inscrivaient dans ce contexte. Il est ainsi devenu un concept métahistorique, un peu comme on parle de la Renaissance ou de la Réforme. Le risque est alors de considérer que toute l'histoire du second vingtième siècle s'inscrit, voire s'explique de manière prioritaire, par la confrontation impérialiste entre l'Est et l'Ouest, en surestimant le critère international. Presque sans y prendre garde, on applique ainsi à la Guerre froide ce qui paraît naturel pour d'autres conflits, à commencer par les deux guerres mondiales où tout ce qui a pu se passer dans ces quelques années terribles a été presque entièrement conditionné par le contexte de la guerre, de la violence, de la mort. L'écueil était ici encore plus manifeste puisque le risque existait de sur-interpréter des événements de nature locale, afin de les relier de manière plus ou moins pertinente à l'histoire de la Guerre froide telle qu'elle a été analysée jusqu'à maintenant. Or le résultat montre que la recherche s'est faite avec un regard non conditionné, que le questionnement originel a permis, au contraire, de faire émerger une autre histoire, de mettre en lumière des activités sociales jusque-là délaissées par l'historiographie, comme la mise en place d'une défense civile spécifique, ou étudiées avec d'autres questionnements, comme l'histoire de l'immigration ou l'histoire de la mémoire et des politiques publiques du passé.

## DE BAS EN HAUT ET DE HAUT EN BAS

Le questionnement originel relevait également d'une thématique aujourd'hui traditionnelle dans les sciences sociales contemporaines : l'histoire « vue d'en bas ». Le terme aurait pu simplement désigner l'objet observé, c'est-à-dire « le peuple », les « gens », la vie quotidienne, ou encore le quartier, la municipalité, le village, donc une échelle locale et plus proche du vécu des individus. La perspective n'était pas sans le risque d'une vision populiste reposant sur l'opposition quelque peu usée entre les élites et le reste de la société, entre le national et le local, entre Paris et la « province ». Cependant, la question du « haut » et du « bas » a été également utilisée ici pour désigner la position de l'observateur, ce qui n'est pas la même chose, la vision d'« en bas » permettant certes de mieux saisir les niveaux inférieurs, mais offrant aussi un autre regard sur le « haut » et plus encore sur la perception respective que le « haut » et le « bas » ont l'un de l'autre. La recherche a ainsi établi une dialectique, un aller-retour entre visions « *bottom-up* » et « *top-down* ». L'étude du « bas » devient alors un outil pour comprendre la manière dont des politiques publiques analysent le corps social et donc l'impact possible de leurs décisions, dans le contexte d'un possible cataclysme. Plusieurs communications montrent ainsi comment des institutions régaliennes comme la police, la justice ou l'armée, en charge de la sécurité intérieure et extérieure, ont analysé et anticipé les réactions de la population en cas de conflit réel, le plus souvent à l'aune de l'expérience de la Seconde Guerre mondiale mais dans l'optique d'une stratégie contre-insurrectionnelle : mise en place d'une surveillance accrue du territoire, pratiques judiciaires rappelant l'« exception ordinaire » pratiquée sous Vichy, conflits d'intérêts entre police et armée, la seconde n'ayant pas le monopole de l'action contrairement à une guerre classique. La guerre subversive et la guerre nucléaire forment en effet, dans l'analyse de l'époque, les deux volets opérationnels d'un possible affrontement sur le territoire français.

Cet angle d'observation s'est avéré particulièrement pertinent puisque dans le contexte de cette guerre en partie virtuelle, ce qui se passe en « haut » semble, à certains égards, très éloigné des préoccupations quotidiennes des populations. À l'inverse, cela suscite d'autant plus d'inquiétudes que l'avant-conflit est peu lisible, au contraire de la situation de 1913 ou de 1938. Il y a là une troisième acception possible de la notion de « bas ». L'image d'une agression extérieure relève, à la lettre, du fantasme comme le montre la littérature ou le cinéma de l'époque – moins toutefois en France qu'aux États-Unis. Si l'on peut difficilement imaginer la forme d'une guerre nucléaire faute de précédent – le souvenir des bom-

bardements de 1943-1944 n'est pas opérant –, au moins sait-on avec certitude que ce sera une guerre de bombardiers, de missiles, une guerre de destruction massive portée par un adversaire éloigné, invisible et intouchable sinon par le principe abstrait des représailles. Les Français comme leurs voisins occidentaux sachant que la mort de masse viendra du ciel, lequel risque littéralement de leur tomber sur la tête : Astérix, qui apparaît pour la première fois en octobre 1959, est peut-être lui aussi un personnage de la Guerre froide... un conflit qui doit se dérouler « là-haut », au-dessus de populations prises au piège, « en bas ».

### UNE CULTURE DE GUERRE FROIDE ?

Vu d'en bas donc, quelle guerre voit-on ? Comment identifier une « culture de guerre froide » comparable à la situation des deux grandes guerres mondiales ? Le terme de « culture de guerre » désigne l'élargissement à toute la société civile de l'espace propre du champ de bataille. Il est en général le produit d'un contexte de guerre totale, dans lequel s'estompe la distinction entre le front et l'arrière, entre les combattants et les civils, entre les cibles militaires et les autres, par exemple des villes cibles pourtant dépourvues de dimension stratégique. L'ouvrage a permis de mesurer le degré de pertinence de cette notion, appliquée à une guerre qui n'a pas eu lieu, au moins en France.

Le premier, le plus évident, c'est la présence et la nature d'une violence autre que la violence politique ou sociale. *A priori*, elle est absente, en tout cas sans comparaison possible avec la violence de guerre de 1914-1918, de 1939-1945 ou de 1954-1962 qui affecte très directement les corps et les esprits. Pourtant, c'est l'un des apports de ce livre, en observant de plus près, il y a bien un seuil de violence peut-être plus élevé que de coutume. Dans les années cinquante, avant même le début de la Guerre d'Algérie qui va amplifier le phénomène, des manifestations tournent mal, la violence policière dépasse les niveaux habituels (exception faite de la période de l'Occupation). On observe une radicalisation des engagements. Plusieurs communications évoquent la circulation d'armes. De même, la violence extérieure ou du moins la tension internationale est palpable à certains moments-clés, comme la crise des missiles, qui est très nettement perçue dans le quotidien des Français. D'ailleurs, si on sait aujourd'hui, après coup, que le risque d'une guerre mondiale était bien réel, on peut dire désormais qu'il a été ressenti comme tel très au-delà des centres de décision. Toutefois, si des éléments indiquent la présence d'une violence inha-

bituelle, elle est tout de même très limitée dans ses effets. Surtout, ce n'est pas une violence de guerre, mais une violence politique, liée certes à des conflits extérieurs, comme la guerre de Corée, mais où il n'y eu ni morts, ou très peu, ni soldats mobilisés, ni blessés, ni deuil massif.

Autre caractéristique majeure d'une culture de guerre : la constitution d'un imaginaire de l'ennemi. De ce point de vue, la question du danger communiste ou de celle de la guerre subversive sont omniprésentes dans toutes les communications. À l'échelon local, l'ennemi identifié, repéré, désigné est d'abord un ennemi intérieur. L'URSS, l'ennemi extérieur principal, se trouve à l'arrière-plan derrière ce qui apparaît comme son principal bras politique, et peut-être bras armé, le Parti communiste français, force politique bien implantée sur l'ensemble du territoire. La menace communiste obsède militaires, policiers et services de renseignement. Si elle est parfois exagérée, elle n'est pas infondée, et d'ailleurs peu importe ici la réalité du phénomène : la construction de l'« ennemi intérieur » contribue à elle seule à alimenter nombre de tensions au sein de la société française de l'époque, à l'échelle locale comme nationale.

Dans ce contexte, la xénophobie prend une signification différente. Elle n'exprime plus simplement l'hostilité envers l'étranger, comme lors de vagues migratoires, mais la crainte d'une « cinquième colonne » et l'action cachée de traîtres à leur patrie, comme à la fin des années 1930 ou lors de la Libération. Toutefois, l'ennemi communiste n'est pas d'une pièce. L'ouvrage a bien montré qu'il y a une gradation dans le rejet ou la méfiance à leur égard suivant qu'ils sont étrangers ou français. Les premiers, qu'ils soient Polonais ou Espagnols, constituent un double danger parce que communistes et parce qu'étrangers, tandis que les seconds suscitent des sentiments plus ambivalents qui renvoient à la dimension patriotique du Parti communiste français qui a émergé en 1941, dans la lutte contre l'occupant nazi. Le PCF peut certes apparaître comme un « agent de Moscou », ce qu'il est de fait, mais il reste aussi le parti de la Résistance, dont la légitimité, surtout au plan local, s'enracine dans des liens tissés lors de combats unitaires dont le souvenir est proche.

Une culture de guerre, c'est également la conséquence de phénomènes massifs de mobilisation non seulement d'une force combattante, mais aussi de la force de travail, de l'économie, de toutes les ressources du pays dans un seul but : faire la guerre. Durant la Guerre froide, il y a bien des formes de mobilisation, comme les exercices préparatoires, la mise en alertes de troupes ou de services, mais elle reste très limitée, et souvent invisible aux yeux du plus grand nombre. Et lorsqu'elle se voit publiquement, c'est lors des manifestations pour la paix, comme lors de l'appel de



Stockholm, en mars 1950, ou, de l'autre bord, pour protester contre la répression soviétique lors de l'insurrection de Budapest, en octobre 1956. C'est d'ailleurs un des apports de ce colloque que d'avoir montré l'ampleur des réactions à la situation de l'Europe de l'Est au plan local et non simplement parmi les élites politiques et intellectuelles françaises : le choc de 1956, par exemple, semble avoir pénétré la France profonde, ce qui explique son importance constatée depuis longtemps dans la vie politique d'alors. Toutefois, il faut souligner que ces mobilisations relèvent du simple registre moral ou idéologique. Elles contribuent à maintenir une tension interne en écho à la situation externe. Mais elles n'ont rien à voir avec une mobilisation du temps de guerre.

Enfin, parmi les éléments d'une possible culture de guerre, il faut accorder une place particulière à l'anticipation : anticipation d'une guerre éventuelle, anticipation de ses modalités possibles. Certes, toutes les guerres ont été imaginées avant que le conflit n'éclate. Mais cette configuration mentale des acteurs est toujours analysée alors que la guerre a effectivement eu lieu. L'analyse en est déformée quels que soient les efforts des historiens pour faire semblant de ne pas connaître la fin : on lit la stratégie française des années 1920-1930 à l'aune de la terrible défaite de juin 1940. Or l'anticipation durant la Guerre froide offre une tout autre perspective, presque un cas d'école sur l'histoire des représentations puisque la guerre imaginée ne s'est jamais concrétisée. L'anticipation peut donc s'étudier comme phénomène *sui generis*, sans que l'on ne sache jamais ce qu'aurait été effectivement une guerre nucléaire, et si les représentations qu'en avaient alors les populations auraient ou non correspondu à la réalité. En revanche, l'analyse des stratégies militaires, des hypothèses d'invasion, des préparatifs militaires, territoriaux, civils doivent être pris au sérieux, même s'ils suscitent aujourd'hui l'incrédulité. Lors d'un colloque à Varsovie, en octobre 2008, ont été exhumées des archives du Pacte de Varsovie des cartes militaires décrivant en détail le parcours de colonnes blindées vers l'Europe occidentale après des frappes nucléaires<sup>6</sup>. Ils correspondaient pour partie, et sans surprise, aux anticipations faites en France ou ailleurs. On peut donc considérer aujourd'hui la menace comme surévaluée, mais les contemporains ont vécu et agi dans cette configuration mentale, en la prenant au sérieux. Le cas de la protection civile est ici emblématique. On

---

6. Paczkowski Andrzej, « Military aspects of the Cold War. The role of East-Central European Countries in the Warsaw Pact and their place in the military plans of the East and West », in « East-Central Europe in the Cold War, 1945-1989 », International Conference, 16-18 Octobre 2008. Voir : <<http://www.wilsoncenter.org/article/cwhip-conference-east-central-europe-the-cold-war-1945-1989-warsaw-poland>> (consulté le 25 novembre 2013).

observe bien quel rôle les autorités en France ou en Allemagne lui font jouer dans la sensibilisation de l'opinion. Certes, il s'agit de préparer la protection matérielle des civils, d'aménager des abris, d'habituer les populations à une vie autarcique, isolée du monde, mais en même temps, il s'agit de rassurer, de prendre en compte la peur diffuse de la population. Si l'expérience de 1939-1940 est très présente dans les esprits, comme le rapportent plusieurs communications, il s'agit encore une fois de penser et faire penser un conflit d'un nouveau genre, dans lequel il faut prévoir un nombre considérable de victimes d'entrée de jeu, et un nombre important de facteurs inconnus dans le déroulé de l'événement.

### LA GUERRE, QUELLE GUERRE ?

Ces travaux ont bien montré que ce conflit, pour être différent des autres guerres du XX<sup>e</sup> siècle, peut se comprendre comme la traduction d'une menace non mise à exécution d'une guerre d'annihilation totale dont les effets se sont essentiellement répercutés dans le champ politique intérieur. L'affrontement met en scène des ennemis ou des adversaires qui ne peuvent se détruire physiquement ou du moins se mettre complètement hors d'état de nuire – ce qui est pourtant le propre de la guerre. Cet affrontement exprime alors surtout une lutte d'influence, une rivalité entre modèles de société, une guerre des mots et d'images, reflet de la situation à l'échelle mondiale. L'une des communications cite cette définition donnée lors d'un congrès de Pax Christi, le Mouvement catholique international pour la Paix, tenu à Assise, en 1952 : « La Guerre froide est un état systématique d'hostilité dans lequel tous les moyens, excepté la violence armée, sont employés en vue d'affaiblir et même d'annihiler l'adversaire ». S'il n'y a pas de violence armée et s'il y a pourtant « guerre », c'est que la contrainte, la volonté de puissance s'exercent ailleurs et autrement. Dans le même ordre d'idées, plusieurs intervenants ont montré que le système de la Guerre froide se caractérise par une reformulation dans le langage de la Guerre froide d'enjeux civils, de luttes sociales n'ayant pas de rapport direct avec elle. Les syndicats, les mouvements étudiants, les militants catholiques se réapproprient le contexte de guerre même larvée pour durcir des oppositions relevant d'un autre registre, comme la question de la foi (« pour ou contre Dieu ») ou des revendications sociales, ce qui montre la « plasticité » de cette notion, une différence radicale avec le contexte d'une guerre totale où toutes les priorités sont soumises au rythme du conflit.

Ces résultats invitent cependant à s'interroger sur une des ambiguïtés de ce projet qui n'a pu être entièrement levée : l'étude de la Guerre froide

dans la société française doit-elle se polariser sur l'étude du communisme comme idéologie de combat et du parti communiste comme acteur majeur de ce conflit ? N'y a-t-il pas un risque à trop confondre ainsi guerre et politique, confusion qui serait elle-même un héritage de ces années-là ? La centralité des communistes apparaît dans quasiment toutes les communications, car ce sont eux les plus mobilisés, les plus présents, les plus engagés dans cette guerre froide intérieure. Ils détiennent le « leadership émotionnel », pour reprendre l'une des notions fortes de ce colloque. Certes, la mobilisation, le combat, la définition d'un ennemi sont le propre de tout parti révolutionnaire. Et la proximité avec la guerre reste consubstantielle à l'histoire du communisme mondial. Toutefois, il est rare que dans un conflit l'un des protagonistes occupe une place aussi exclusive : en France, le parti communiste est la cible principale, une cible bien identifiée comme appartenant au camp de l'URSS, acteur central de la Guerre froide. C'est lui qui énonce de manière explicite les signifiants guerriers. C'est dans la littérature communiste que l'on trouve de manière récurrente les références directes à la violence de guerre : dénonciation des arsenaux nucléaires, slogans antimilitaristes, diffusion d'images d'atrocités. En défendant « la paix », c'est-à-dire la position soviétique, le parti communiste est donc paradoxalement l'un des rares, dans les années 1950, à propager dans le pays les mots d'une guerre concrète, lui donnant ainsi un début de réalité.

De la même manière, ce sont les communistes qui instrumentalisent le plus volontiers l'histoire récente et mobilisent les souvenirs de la Seconde Guerre mondiale. Sur ce point précis, les discussions ont d'ailleurs montré que cette réactivation soulevait de nombreuses contradictions, perceptibles déjà à l'époque. Les deux conflits ne peuvent réellement se comparer malgré leur filiation évidente : l'idée que Staline égale Hitler ne prend pas dans l'opinion française – alors qu'elle se développe dans beaucoup d'autres pays européens et aux États-Unis. De même, l'analogie entre impérialisme nazi et impérialisme américain bute sur les réalités historiques. Si la mémoire de la dernière guerre mondiale est très présente dans les commémorations locales, elle offre finalement une arme idéologique de faible portée dès lors qu'il s'agit d'attaquer l'adversaire : presque toutes les parties en présence revendiquent en effet le même héritage positif, celui de la Résistance.

La centralité de la question communiste est d'autant plus remarquable qu'il existe une évidente dissymétrie entre les belligérants vus à l'échelle locale. Il n'y a pas entre les États-Unis et leurs alliés potentiels en France d'homothétie comparable à celle de l'URSS et du PCF, pour des raisons assez évidentes tenant à la définition même des partis communistes. Dans le champ politique ou intellectuel français, on trouve finalement peu de défenseurs ouvertement déclarés des Américains, par comparaison à ceux qui

défendent les Soviétiques. Les anticommunistes appartiennent à un spectre bien plus large qui ne recoupe pas, et de loin, celui des « atlantistes », ne serait-ce que par le poids des gaullistes du RPF, qui utilise lui aussi nombre de références puisées dans l'imaginaire de guerre, mais un imaginaire où les Alliés d'hier n'ont qu'une faible place au regard de la geste gaulliste. Pire encore, l'« ami américain » n'est pas toujours perçu comme tel, notamment parce que la présence de troupes américaines en France soulève des tensions locales, des problèmes de cohabitation là où sont installées leurs bases, un problème assez habituel, aiguïté par le fait que l'absence de combats réels pose des questions sur l'utilité de ces troupes. Toutefois, la reconnaissance envers ceux qui ont libéré la France et offrent à nouveau une forme de protection s'exprime dans la politique des jumelages ou de la toponymie urbaine, deux indicateurs fort intéressants des engagements et des sensibilités idéologiques durant la Guerre froide, à la condition de pouvoir distinguer le rappel des conflits présents et ceux du passé : la fréquence des toponymes « Stalingrad » et « Roosevelt » n'ont pas de rapport direct avec la Guerre froide, même s'ils peuvent symboliser les deux camps respectifs, tout comme la fréquence du toponyme « Kennedy », surtout après 1963, peut s'expliquer pour d'autres raisons que le conflit Est/Ouest.

En définitive, si l'on pondère le poids du communisme lequel dépend d'autres facteurs que le seul contexte de la Guerre froide, on doit s'interroger sur le faible impact de celle-ci dans l'opinion française, une conclusion revenue comme un leitmotiv dans les débats. D'un côté, on peut certes repérer un cadre de guerre qui anticipe une guerre nucléaire comme une guerre subversive, on perçoit assez clairement une menace et une peur latente. Mais, de l'autre, dès lors que l'on se situe au plus près de la sensibilité populaire, du plus grand nombre, de l'opinion au sens le plus commun du terme, cet impact apparaît malgré tout faible. Policiers et militaires craignent peut-être une insurrection communiste, les Français dans leur grande majorité n'y croient pas, n'en parlent pas ou peu, comme en témoigne l'absence de toute mention de la Guerre froide dans les nombreuses monographies locales faites dans les années 1950-1960. D'une manière générale, jamais la dimension guerrière n'a semblé dicter l'agenda politique, social, économique ou culturel de la France dans ces années-là. À aucun moment, on n'a le sentiment d'une société obligée de s'adapter à un rythme qui lui est imposé par la contrainte extérieure, ce qui a été le propre des grands conflits du premier XX<sup>e</sup> siècle.

La peur ou l'anticipation d'une guerre apocalyptique, malgré son caractère abstrait, n'ont-elles pas, au contraire, contribué, ou simplement accompagné, une fois les guerres coloniales terminées, la déprise de la longue séquence guerrière commencée en 1914 ? N'ont-elles pas partie liée

avec le déclin de la violence politique en France, à compter de la fin des années 1960 ? Nous serions alors dans un phénomène inverse à celui de la « brutalisation » de la sortie de la Grande Guerre, qui s'est plus ou moins reproduit à l'échelle européenne après 1945. Ce qui n'est pas le moindre des paradoxes pour un conflit qui s'annonçait comme le paroxysme de la violence du siècle.